

Vers le dégraissage du paysage politique au Burundi

PANA, 10 janvier 2014 Bujumbura, Burundi - Une quinzaine de partis politiques "inactifs" depuis plusieurs années sont sous la menace d'une dissolution judiciaire, à l'approche des prochaines élections générales de 2015 au Burundi, apprend-on de source proche du ministre burundais de l'Intérieur. Dans une correspondance, le ministre burundais de l'Intérieur, Edouard Nduwimana (photo), demande à la Cour suprême d'appliquer l'article 69 de la loi régissant les partis politiques au Burundi pour en dissoudre 15 dont l'existence n'est plus réelle et visible sur le terrain, ou minés par des divisions internes pour le leadership.

En vertu de l'article 69, la dissolution d'un parti intervient sur une décision des membres fondateurs, conformément aux statuts, ou sur une décision judiciaire basée sur un rapport du ministre de l'Intérieur. Le Burundi comptait jusque-là 43 partis politiques agrégés, dont seulement trois siégent au Parlement depuis la fin des dernières élections générales de 2010. Le Conseil national pour la défense de la démocratie/Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, au pouvoir), l'Unité pour le progrès national (UPRONA, ex-parti unique) et le Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU-Nyakuri) sont encore les seuls véritables partis politiques nationaux qui s'activent sur le terrain de la propagande. L'opposition extra-parlementaire, quant à elle, est constituée d'une dizaine de partis politiques réunis dans l'Alliance démocratique pour le changement (ADC) qui n'a cependant pas d'existence légale officiellement reconnue par le ministre de l'Intérieur. L'ADC est cependant toujours dans le cadre des efforts de dialogue national avec le gouvernement visant à assainir le climat politique qui avait été considérablement envenimé et tendu par des soupçons de fraudes électorales aux municipales de 2010. Le reste de "petits partis", actuellement dans le collimateur du ministre de l'Intérieur sont : l'Alliance libérale démocrate (ALIDE), la Nouvelle Alliance pour la démocratie et le développement du Burundi (NADDEBU), le Parti pour la Reconstruction de la Nation Burundaise (PRNB-RUSANGI), la Société Non-Violente (SONOVI). Il s'agit encore du Rassemblement des Démocrates pour le Développement au Burundi (RADEBU), le parti des Verts-INTWARI, l'Alliance Burundo-Africaine pour le Salut (ABASA), le Parti Social Démocrate (PSD-DUSABIKANYE), le Front national de libération (FNL-Iragi rya Gahutu), le Front national de libération (FNL-Icanzo), le Parti pour la Libération du Peuple (PALIPE-Agakiza), le Parti Indépendant des Travailleurs (PIT), le Parti Libéral (PL), le Parti pour la Concorde Nationale (PACONA) et le Parti pour la Restauration de la Monarchie et le Dialogue (ABAHUZA). L'existence de la plupart de ces partis remonte à l'ouverture du pays au multipartisme, dans les années 1990 et leur débâcle aux premières élections pluralistes qui ont suivi les a depuis plongés dans le découragement et le sommeil profond. Les Burundais ont encore rendez-vous avec de nouvelles élections générales à l'horizon 2015, sur fond de controverses dans les milieux politiques nationaux au sujet d'un projet gouvernemental de révision de la Constitution et du code électoral devant guider les prochaines consultations populaires.